



Paris, juillet 2017

500 € pour tou-tes ! 10 000 salarié-es en colère

Le 29 juin, sous une pluie de billets factices, une délégation Sud a remis à la direction les 9954 signatures collectées depuis le 23 avril pour réclamer une prime de 500 € nets pour toutes. 10 000 pétitions, c'est une manifestation sans précédent dans l'entreprise Orange !

Rendez l'argent !

Aux lendemains de l'annonce des résultats en croissance du groupe Orange pour l'année 2016 et d'une augmentation de 8% des dividendes dont le montant aurait permis 4000 recrutements supplémentaires, l'intéressement et participation avaient accusé une baisse moyenne de 170€. L'intéressement exceptionnel que nous avons obtenu en 2016 avait coûté 34 millions d'€. Il suffirait en 2017 de 50 millions d'€ pour satisfaire la légitime revendication de 500€ nets pour tou-tes.

Ceux qui réussissent et les riens d'Orange

Ce n'est pas l'attribution, sous conditions de résultats et de cours de bourse, de 35 à 70 actions gratuites promise en 2020 d'une valeur de 500 à 1000 € livrables en mars 2020 qui diminuera l'amertume de celles et ceux qui contribuent à la richesse de l'entreprise.

Une version haut de gamme de ce plan s'ajoute pour quelques 1000 "leaders", avec 15 000 à 30 000 € de plus.

Le sentiment d'injustice de la majorité des salarié-es est d'autant plus justifié.

Le maintien de la rémunération globale ... c'est possible !

La colère des salarié-es et le sentiment d'injustice sont manifestes. Après de précédents courriers, nous nous sommes adressés après le 29

juin aux autres organisations syndicales pour que tous ensemble nous déterminions les moyens d'imposer à la direction de répondre à l'attente légitime du personnel d'Orange.

Il faut se faire entendre !

Au moment où le gouvernement et le patronat souhaitent s'arroger le droit d'obtenir l'avis des salarié-es, nul doute qu'un référendum à l'initiative des salarié-es et de leurs syndicats pour le maintien de la rémunération globale dans une entreprise en croissance d'activité et de bénéfice démontrerait plus encore notre détermination.

Nous attendons une réponse de la direction. Si elle n'entend ni raison ni la demande du personnel, Sud s'adressera de nouveau aux salarié-es pour déterminer ensemble des meilleurs moyens d'obtenir satisfaction.

